DIAL 2920

CÔNE SUD - « Le condor continue de voler », entretien avec l'avocat paraguayen Martin Almada

Hernán Scandizzo

dimanche 1er avril 2007, mis en ligne par Dial

Dans le Cône sud, il semble souvent légitime de se demander si le passé est bien vraiment passé. La justice avance lentement et une partie des responsables de violations des droits humains pendant les dictatures des années 70 et 80 sont progressivement condamnés. Mais certains signes laissent à penser que ce passé-là n'est pas mort, bien au contraire. En Argentine, Julio López, âgé de 76 ans, avait témoigné lors du procès de l'ancien commissaire de police de la province de Buenos Aires, Miguel Etchecolaz, condamné le 18 septembre 2006 à la réclusion perpétuelle pour homicide qualifié, tortures et séquestration. Il est porté disparu depuis ce même jour [1]. Cet entretien avec l'avocat paraguayen Martin Almada, publié par Noticias Aliadas *le 24 janvier 2007, témoigne lui aussi de la vitalité d'un passé trop présent.*

Alors qu'il enquêtait sur des documents le concernant, l'avocat paraguayen Martin Almada, incarcéré entre 1974 et 1977 par le régime du général Alfredo Stroessner (1954-1989), découvrit en 1992 les archives de l'Opération Condor, dispositif répressif mis en place par les dictatures du Cône Sud dans les années 1970 et 1980. Dès ce moment-là, sa vie s'est transformée en une pérégrination permanente dans les tribunaux du monde entier. Il a ainsi engagé des poursuites ou témoigné contre Stroessner, l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet (1973-1990) et l'argentin Jorge Videla (1976-1981), contre les ex-secrétaires d'État et à la Défense des États-Unis Henry Kissinger et Donald Rumsfeld, respectivement, et contre l'ancien président d'Uruguay Juan María Bordaberry (1972-1976).

Homme menu et toujours souriant, Almada change de ton quand on lui dit que ces répressions et ces procès ne sont que des relents du passé. De passage à Buenos Aires, il a accepté un entretien avec Hernán Scandizzo, correspondant de Noticias Aliadas, *sur les suites de l'Opération Condor et sur la situation sociale au Paraguay.*

Vous avez trouvé les archives contenant des preuves écrites du terrorisme d'État pratiqué dans votre pays de 1929 à 1989, documents qui mettent en lumière les dictatures des années 1970 et 1980 dans la région. Qu'a signifié cette découverte ?

A ce moment-là, ma découverte a eu deux répercussions, l'une historique et l'autre juridique. Elle a marqué le passage de la rumeur sinistre à la vérité prouvée. Et on peut y voir un « miroir de la Guerre froide », de la doctrine de la sécurité nationale [2]. Sur le plan juridique, elle nous a permis d'engager des poursuites contre Stroessner.

Nous avons emporté ces documents sur les lieux où se tenaient des procès contre le Condor, Pinochet, Videla. Nous nous sommes rendus en Allemagne, en Argentine, au Chili, en France, en Italie, en Suisse, et aujourd'hui, nous nous trouvons devant la justice uruguayenne avec des preuves contre Bordaberry qui

sont confondantes et qui montrent toute l'efficacité de la coopération entre l'armée paraguayenne et l'armée uruguayenne.

Vous déclarez que le terrorisme d'État est présenté officiellement comme une chose du passé dont il n'y a pas lieu de se préoccuper.

C'est que le Condor continue de voler, il n'est pas parti, et il n'est pas non plus affaibli ; au contraire, il a pris beaucoup de force. Nous avons trouvé en 1997 un document militaire dans lequel le colonel paraguayen Francisco Ramón Ledesma dit à un colonel équatorien : « Je vous joins la liste des agitateurs paraguayens pour que vous puissiez établir la liste des individus subversifs en Amérique latine. »

Nous avons saisi la justice, et elle a cité à comparaître ce colonel. Et, comme les militaires paraguayens n'avaient jamais eu affaire à la justice, ce colonel a apparemment pris peur et a commencé à parler. Il a déclaré au juge qu'il avait déjà rencontré le président [Carlos] Menem et Pinochet en 1995 à Bariloche (Argentine), et il a fourni la liste des militaires paraguayens présents lors de cette rencontre.

Quand l'Argentine et l'Uruguay décident de ne plus envoyer de militaires s'entraîner à l'École des Amériques, où ont été formés de nombreux artisans de la répression et d'anciens dictateurs, le Condor en a-t-il les ailes coupées ?

Il faut lui couper les ailes en le dénonçant, en exigeant de nos gouvernements qu'ils n'envoient plus de militaires non seulement à Fort Benning [3], mais aussi à la Conférence des armées des Amériques, qui sont les lieux où se forment les terroristes.

La mort de Stroessner le 16 août dernier au Brésil est-elle un pas de plus vers l'impunité au Paraguay ?

Au Paraguay, il n'y a pas eu d'alternance [4]. On a continué avec ses héritiers, rien n'a changé ; les choses ont empiré. La corruption s'est aggravée, le pouvoir judiciaire est corrompu, il n'est qu'un appendice du pouvoir exécutif.

Aujourd'hui, au Paraguay, une famille d'agriculteurs gagne 100 dollars par an, 100 dollars ! Et au lieu d'améliorer le budget de la santé et de l'éducation, le gouvernement l'a diminué pour tripler celui des forces armées parce qu'Evo Morales [5], avec la complicité d'Hugo Chávez [6], se préparerait à envahir le Paraguay [7].

C'est lamentable, aussi lamentable que le cas du journaliste disparu Enrique Galeano [8]. Nous avons saisi la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, et le gouvernement paraguayen a répondu à la Cour que ce journaliste avait « une forte tendance à disparaître ».

Comment est-ce possible qu'un État réponde qu'une personne a « une forte tendance à diparaître » ?

Le Paraguay se trouve et vit en marge de la loi. La pauvreté est si grande, la colère est si grande… Le Paraguay vit dans un état de pauvreté explosif, tout est sur le point d'exploser. Comme ce gouvernement est faible, qu'il est arrivé au pouvoir avec 70% des voix en sa défaveur, il n'a pas d'autre ressource que d'utiliser la violence. Au Paraguay, le terrorisme d'État existe.

Et l'appareil militaire continue de jouer le jeu ?

La Constitution nationale établit, comme partout dans le monde, que l'armée doit se tenir à la frontière et intervenir uniquement en cas d'invasion étrangère. Actuellement, l'armée paraguayenne est dans la rue tous les jours, dans les campagnes et dans les villes, parce qu'elle a peur des paysans.

- Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2920.
- Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
- Source (espagnol) : Noticias Aliadas, volume 24, n. 1, 24 janvier 2007.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir « ARGENTINA - Contra el olvido y la impunidad ».

[2] Des États-Unis.

[3] Siège de l'École des Amériques, en Géorgie, aux États-Unis.

[4] le Parti Colorado continue de gouverner.

[5] Le président bolivien.

[6] Le président du Venezuela.

[7] Du fait de l'accord d'assistance militaire à la Bolivie signé avec le Venezuela en octobre 2006.

[8] En février 2006.